

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2425

8 septembre 2015

SOMMAIRE

ASO (Luxembourg) 2015-1 S.à r.l.	116400	Glemm S.à r.l.	116399
Barclays BCLI no. 2 S.à r.l.	116355	Glow Holding S.à r.l.	116382
Bath House Holding S.à r.l.	116356	MAK Holding S.à r.l.	116359
BdS 3 TE S.à r.l.	116356	Masterplan International S.A.	116359
Beaubourg Participations, S.A.	116356	Masterplan S.à r.l.	116360
Beau Rivage Real Property Holding S.A.	116356	Matériaux Clement S.A.	116358
Bellefontaine Properties S.à r.l.	116354	Matroplex Trading and Investments S.A.	116360
Bill Boy Group S.A.	116357	MD Wind	116360
Billix Holding S.A.	116357	Mercer Private Markets (Luxembourg) S.à r.l.	116359
BinB S.à r.l.	116354	Microcap 08/09 - FTL S.C.A., SICAR	116354
Birchco S.à r.l.	116355	MIN Woodgate S.C.A., SICAV-FIS	116355
Blackstone Lux S.à r.l.	116355	Monitor Clipper Partners Investments (SARL) SICAR	116359
BNP Paribas General Partner China Growth V S.à r.l.	116358	Mousel's Cantine S. à r. l.	116364
Bondi S.A.	116357	Nahla Invest S.A.	116360
BR Craven S.à r.l.	116357	Tanus Trust Familienfonds SICAV FIS	116361
BR Europe (Lux) S.à r.l.	116358	Thunderbird A S.à r.l.	116361
BR Europe Parallel (Lux) S.à r.l.	116358	Trustmoore Luxembourg S.A.	116361
Bruminvest S.à r.l.	116354	VA No1 Lux (Munich) S.A.	116362
Caltrade International S.A.	116380	Wio Holz A.G.	116354
CTBX International S.à r.l.	116361	X-Power Nutrition S.à r.l.	116355
Falcon (BC) Luxco S.C.A.	116375	YSA Coiffure S.à r.l.	116358
Folsom HoldCo 2 S.à r.l.	116366	Zwickau Arcaden Luxco	116375
GEMM S.à r.l.	116399		

Wio Holz A.G., Société Anonyme.
Siège social: L-9833 Dorscheid, Maison 16.
R.C.S. Luxembourg B 105.838.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015120751/9.
(150129608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Bellefontaine Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 148.891.

Les comptes annuels au 28.2.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015120866/10.
(150130692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

BinB S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-6858 Muenschecker, 5, Op de Bëschelt.
R.C.S. Luxembourg B 166.490.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120869/10.

(150130686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Bruminvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 176.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BRUMINVEST S.à r.l.

SGG S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2015120907/12.

(150130925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Microcap 08/09 - FTL S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 18, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 139.630.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2015

BDO Audit S.A. est nommé comme réviseur d'entreprises pour la vérification des comptes de l'exercice social 2015.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Certifié sincère et conforme

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Référence de publication: 2015122281/13.

(150131512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

X-Power Nutrition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1953 Luxembourg, 14, rue Abbé François Lascombes.
R.C.S. Luxembourg B 159.023.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015120752/9.
(150129785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Birchco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 118.153.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015120870/10.

(150130617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Blackstone Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 79.155.

Les comptes annuels de la société Blackstone Lux S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120871/10.

(150131311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

MIN Woodgate S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 165.891.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015121402/10.

(150130280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Barclays BCLI no. 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 49.800,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 164.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Fail

Gérant

Référence de publication: 2015121799/14.

(150131749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

BdS 3 TE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 153.902.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015121801/9.

(150131676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Bath House Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 157.807.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Bath House Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2015121800/10.

(150132231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Beau Rivage Real Property Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 179.125.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 21/07/2015.

Référence de publication: 2015121803/10.

(150132247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Beaubourg Participations, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 137.837.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les actionnaires en date du 22 mai 2015 que la personne suivante a démissionné avec effet immédiat de ses fonctions de commissaire aux comptes de la Société:

- Monsieur Jean-Bernard Zeimet, né le 5 mars 1953 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse au 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il résulte également desdites résolutions que la société suivante a été nommée commissaire aux comptes de la Société avec effet Immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2018:

- READ S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 45083.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 21 juillet 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015121823/25.

(150131905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Bill Boy Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 57.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
BILL BOY GROUP S.A.

Référence de publication: 2015121830/11.

(150131999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

BR Craven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 159.981.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joanne Fitzgerald
Gérant

Référence de publication: 2015121849/11.

(150131776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Bondi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 102.342.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale annuelle tenue en date du 27 mai 2015.

Cooptation de Monsieur Aurélien Asseraf né le 18 janvier 1980 à Paris, demeurant au 134, Brighton Boulevard, North Bondi, NSW2026 (Australie), au poste d'administrateur de catégorie A.

Il pourra engager la société par sa co-signature avec un Administrateur de catégorie B. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015121840/14.

(150131978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Billix Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8008 Strassen, 130-132, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 85.316.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par le conseil d'administration de la Société en date du 29 mai 2015 que:

FIDUCIAIRE INTERCOMMUNAUTAIRE SARL, une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-8008 STRASSEN, 130, route d'Arlon, enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B. 67480

A été nommée en qualité d'agent dépositaire des actions et titres représentatifs d'actions au porteur émises par la Société, conformément à la loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014, entrée en vigueur le 18 août 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2015121831/18.

(150132412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

YSA Coiffure S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4633 Differdange, 17, rue de la Grève Nationale.
R.C.S. Luxembourg B 158.242.

Les comptes annuels clôturés au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120756/9.

(150130148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

BNP Paribas General Partner China Growth V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 25.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 193.107.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015121839/10.

(150131818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

BR Europe (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 114.151.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joel Davidson

Gérant

Référence de publication: 2015121850/11.

(150131472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

BR Europe Parallel (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 114.150.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joel Davidson

Gérant

Référence de publication: 2015121851/11.

(150131471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Matériaux Clement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.
R.C.S. Luxembourg B 22.504.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 2 juillet 2015

1°) Est nommé réviseur d'entreprise pour l'exercice 2015:

GRANT THORNTON LUX AUDIT SA

83A, Pafabruch

L - 8308 CAPELLEN

Référence de publication: 2015122297/12.

(150131541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Mercer Private Markets (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 175.000,00.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place François-Joseph Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 162.012.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122275/10.

(150132085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Masterplan International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 84, Esplanade de la Moselle.
R.C.S. Luxembourg B 90.097.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG & MALDENER S.A.R.L.
EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE
31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER
Signature

Référence de publication: 2015122294/13.

(150131448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Monitor Clipper Partners Investments (SARL) SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 101.711.

Par résolutions prises en date du 9 juillet 2015, l'associé unique a décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122283/14.

(150132162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

MAK Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 185.945.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 03 juillet 2015:

- acceptation de la démission du gérant de catégorie B, Monsieur Ingor Meuleman, en date du 03 juillet 2015;
- nomination de Monsieur Michal Wittmann, administrateur de société, né à Sokolov (République Tchèque) le 04 février 1950, résidant professionnellement au 76, route de Thionville L-2610 Luxembourg comme gérant de catégorie B pour une durée illimitée;
- transfert du siège social au 76, route de Thionville L-2610 Luxembourg;
- changement d'adresse professionnelle du gérant de catégorie B, Monsieur Marc Schintgen au 76, route de Thionville L-2610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015122289/17.

(150132207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

MD Wind, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 17, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 151.943.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122301/10.

(150132354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Masterplan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 84, Esplanade de la Moselle.
R.C.S. Luxembourg B 88.039.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG & MALDENER S.A.R.L.
EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE
31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER
Signature

Référence de publication: 2015122273/13.

(150131402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Matroplex Trading and Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 85.998.

La décision suivante a été prise par l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société en date du 7 juillet 2015:
- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société pour une période arrivant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires à tenir en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Pour la société
Patrick van Denzen
Administrateur

Référence de publication: 2015122274/15.

(150131844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Nahla Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 14, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 190.714.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 15 juillet 2015

1. Le Conseil d'Administration acte la démission avec effet au 22 juin 2015, de Monsieur Guillaume Scroccaro de son mandat d'Administrateur de la société.

2. Le Conseil d'Administration décide de coopter, avec effet au 22 juin 2015, au poste d'Administrateur Madame Blandine Panhard, née le 31 décembre 1962 à Paris, demeurant au 82, rue de l'Université, F-75007 Paris, qui terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour extrait conforme
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015121415/16.

(150131041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

CTBX International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 192.166.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 886 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015121928/9.
(150131901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Thunderbird A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 117.024.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015122524/10.
(150131975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Trustmoore Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 156.963.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015122538/11.
(150131867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Taunus Trust Familienfonds SICAV FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 177.101.

Auszug aus dem Protokoll Ordentliche Generalversammlung der Taunus Trust Familienfonds SICAV FIS

Die Ordentliche Generalversammlung der Taunus Trust Familienfonds SICAV FIS vom 21. Juli 2015 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wiederwahl des Verwaltungsrates stellen sich:

Herr Michael Stammler (Vorsitzender)

Herr Dr. Min Sun (stellv. Vorsitzender)

Herr Matthias Schirpke (Mitglied)

Alle Herren mit Berufsadresse: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2016 in den Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2016, KPMG Luxembourg S.C., 39, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 21. Juli 2015.

Für Taunus Trust Familienfonds SICAV FIS

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2015122520/24.
(150131707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

VA No1 Lux (Munich) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 110.982.

In the year two thousand and fifteen, on the tenth of July.

Before Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, under-signed.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of VA No1 Lux (Munich) S.A. (the “Company”), a “Société Anonyme”, established at 33A, Avenue J.F Kennedy L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 110 982, incorporated by deed of Me Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, on September 23, 2005, published in the Luxembourg Memorial C number 191, page 9136, on January 27, 2006 and whose Articles of Incorporation were for the last time modified by deed enacted by the same notary on December 1, 2005 published in Memorial C, number 871, page 41779, on May 3, 2006.

There appeared

VA No1 Holdco S.A., a société anonyme with registered office at 33A, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B 109468 (the Sole Shareholder), hereby represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given in Luxembourg on July 8th, 2015, which proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole shareholder declared and requested the notary to act:

I.- That the Sole shareholder holds all the shares in the share capital of the Company II.- That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation);
2. Appointment of VA No1 Holdco S.A. a Luxembourg company with registered office at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, as liquidator (the “Liquidator”);
3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company;
4. Approval of the interim accounts of the Company as at June 30, 2015;
5. Discharge of the directors of the Company for the accomplishment of their respective mandates; and
6. Miscellaneous.

III. The Sole Shareholder passes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to appoint VA No1 Holdco S.A. a Luxembourg company with registered office at 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with RCS Luxembourg under number B109468 as liquidator (The “Liquidator”).

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the “Law”).

The Sole Shareholder further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorization of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorize the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution:

The Sole Shareholder resolves to approve the interim accounts of the Company as at June 30, 2015.

Fifth resolution:

The Sole Shareholder decides to grant full and total discharge to the board of directors for the accomplishment of their respective mandates until today.

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix juillet.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme «VA No1 Lux (Munich) S.A.» (la "Société"), ayant son siège social au 33A, Avenue J.F Kennedy L-1855 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le N° 110982, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 23 septembre 2005, publié au Mémorial C N° 191, page 9136 du 27 janvier 2006 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire le 1 décembre 2005, publié au mémorial C N° 871, page 41779 du 3 mai 2006.

A comparu

VA No1 Holdco S.A., société anonyme ayant son siège social au 33A, avenue J.F Kennedy L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109468 (l'Actionnaire Unique), ici représenté par Mme Isabel DIAS, employée privée, de résidence professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 8 juillet 2015, ladite procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Actionnaire Unique déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que l'Actionnaire Unique détient toutes les actions du capital de la Société

II.- Que l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et décision de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire);
2. Nomination de VA No1 Holdco S.A., société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège au 33A, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, en tant que liquidateur (le "Liquidateur");
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;
4. Approbation de la situation intérimaire de la Société pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015;
5. Décharge aux administrateurs de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs; et
6. Divers.

III- L'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Actionnaire Unique décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution:

L'Actionnaire Unique décide de nommer VA No1 Holdco S.A., société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège au 33A, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B109468 en tant que liquidateur (le "Liquidateur");

Troisième résolution:

L'Actionnaire Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

L'Actionnaire Unique décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus à l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Actionnaire Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Actionnaire Unique décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Actionnaire Unique décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des avances sur le solde de liquidation à l'Actionnaire Unique de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution:

L'Actionnaire Unique décide d'approuver la situation intérimaire de la Société pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015.

Cinquième résolution:

L'Actionnaire Unique décide d'accorder pleine et entière décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat respectif jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du comparant le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande du comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 15 juillet 2015. 2LAC/2015/15920. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122586/132.

(150132468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Mousel's Cantine S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1343 Luxembourg, 46, Montée de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 20.421.

L'an deux mille quinze, le huit juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée MOUSEL'S CANTINE, S.à r.l., ayant son siège social à L-1343 Luxembourg, 46, Montée de Clausen, constituée suivant acte reçu par Maître Lucien Schuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 avril 1983, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 147 du 8 juin 1983, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 avril 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 543 du 27 juillet 1998.

L'assemblée se compose de ses associés actuels, à savoir:

1. Monsieur Edmond LIBENS, né à Pétange, le 20 juillet 1979, demeurant à L-1123 Luxembourg, 11, Plateau Alt-münster.

2. Monsieur Jérôme STOFFEL, agent immobilier, demeurant à L-1354 Luxembourg, 19, allée du Carmel, né à Luxembourg, le 15 octobre 1982.

Ceci exposé, les comparants pré mentionnés, ont requis le notaire d'exposer ce qui suit:

Exposé préliminaire

Suivant convention de cession de parts sociales sous seing privé, conclue à Luxembourg, le 29 mai 2015, Monsieur Gilbert Wagemans, demeurant à L-5741 Filsdorf, 13, Am Eck, a cédé, avec effet au 1^{er} juin 2015, à Monsieur Edmond LIBENS, prénommé, mille vingt (1.020) parts sociales et à Monsieur Jérôme STOFFEL, prénommé, six cent quatre-vingts

(680) parts sociales dans la société "MOUSEL'S CANTINE, S. à r.l.," prédésignée, pour le prix total de EUR 350.000.- (trois cent cinquante mille euros).

Ladite convention de cession de parts sociales, signée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Ceci exposé, les comparants pré mentionnés ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'accepter la cession de parts sociales ci-avant documentée.

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier l'article 4 des statuts comme suit:

«Le capital social est fixé à EUR 42.141,9 (quarante-deux mille cent quarante-et-un euros et quatre-vingt-dix centimes) représenté par mille sept cents (1.700) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 24,789 (vingt-quatre euros et sept cent quatre-vingt centimes) chacune.

Les parts sociales sont attribuées comme suit:

1. Monsieur Edmond LIBENS,	
Mille vingt parts sociales	1.020
2. Monsieur Jérôme STOFFEL,	
Six cent quatre-vingt parts sociales	680
TOTAL:	1.700»

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier l'article 7 des statuts comme suit:

«La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non-associés. Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée des associés. En cas de gérant unique, la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs de signature seront déterminés par l'assemblée générale des associés lors de la nomination des gérants.»

Troisième résolution

Les associés constatent la démission du gérant actuel et nomment pour une durée indéterminée:

Gérant technique

Monsieur Edmond LIBENS, prénommé.

Gérant administratif

Monsieur Jérôme STOFFEL, prénommé.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle du gérant technique, soit par la signature conjointe du gérant administratif et du gérant technique.

Quatrième résolution

Les associés décident de modifier l'article 5 des statuts qui aura la teneur suivante:

«Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social dans le respect des conditions prévues aux paragraphes suivants. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer les autres associés par lettre recommandée en indiquant le nombre des parts sociales dont la cession est demandée, les nom, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Les autres associés auront alors un droit de préemption pour le rachat des parts sociales dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun des associés. Le non-exercice, total ou partiel, par un associé de son droit de préemption accroît celui des autres.

En aucun cas, les parts sociales ne seront fractionnées: si le nombre des parts sociales à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des parts sociales pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les parts sociales en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort.

L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer les autres associés par lettre recommandée dans les deux mois de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption.

Pour l'exercice de droits procédant de l'accroissement, les associés jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de deux mois imparti aux associés pour faire connaître leur intention quant à l'exercice du droit de préemption.

Le prix payable pour l'acquisition de ces parts sociales sera déterminé de commun accord entre l'associé cédant et le ou les associé(s) acquéreur(s), et à défaut par un expert-comptable et fiscal désigné de commun accord par l'associé cédant et le ou les associé(s) acquéreur(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la société à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. L'expert aura accès à tous les livres et autres documents de la société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.»

Ensuite Messieurs Edmond LIBENS et Jérôme STOFFEL, prénommés, agissant en leurs qualités de gérant technique et de gérant administratif de ladite société MOUSEL'S CANTINE, S. à r.l., déclarent accepter au nom et pour compte de la société, la convention de cession de parts sociales dressée sous seing privé en date du 29 mai 2015, et la considérer comme dûment signifiée à la société, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil et conformément à l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants pré mentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: E. LIBENS, J. STOFFEL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 15 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22208. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122325/100.

(150131310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Folsom HoldCo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 198.604.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fifth day of June.

Before, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Shannon Acquisitions S.à r.l., a Luxembourg private limited company, being registered with the Luxembourg Trade and Companies Registrar under number B197.809, having its registered address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, represented by Mr Louis Paletta, acting in his capacity as A manager of Shannon Acquisitions S.à r.l., signing together with Mr Davy Toussaint, acting in his capacity as B manager of Shannon Acquisitions S.à r.l.,

here represented by Charles Duro, legal trainee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 25th June 2015

Said proxy, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Folsom HoldCo 2 S.à r.l. "(the Company).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities,

and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (One Euro) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 16 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Drag-along rights. If one or more shareholders holding shares representing at least 75 per cent of the share capital (each a Dragging Shareholder and together Dragging Shareholders) intend to transfer all of their shares held in the Company against cash consideration or any other consideration (including without limitation newly issued shares, a combination of cash and newly issued shares, loan notes or otherwise) to a third party (the Transferee), save for any third party that is an Affiliate of any of the Dragging Shareholders, the Dragging Shareholders shall have the right to force the transfer by all the other shareholders (and only all the shareholders) (each a Dragged Shareholder) of all (and not less than all) of their shares to the Transferee on the terms and conditions set out below.

In order to exercise their drag along rights under this article 10, (i) the Drag Along Shareholders must act jointly by unanimous consent and (ii) the Dragging Shareholders shall serve a written notice to each of the Dragged Shareholders in advance of the intended transfer (a Drag Along Notice) at the Dragged Shareholder' address set forth in the share register. If there is only one Dragging Shareholder, the use of the terms "Dragging Shareholders" shall be construed accordingly.

The Drag Along Notice shall include the intended date and hour at which the Transferee shall have received from the Dragged Shareholder the Transfer Documents signed by the Dragged Shareholder, which shall be no earlier than the same day as the day of the transfer by the Dragging Shareholders of their shares to the Transferee (the Drag-Along Completion Date). The Drag-Along Completion Date may be amended by way of a notice served by the Dragging Shareholders to a

Dragged Shareholder. For the purpose of these Articles, Transfer Documents shall mean those agreements and any other documents required from the Dragged Shareholders in connection with the transfer of their shares by the Dragged Shareholders pursuant to the terms of this article 10, including, without limitation, transfer agreements, confidentiality agreement, notices of transfer, escrow agreement, or subscription letter to subscribe for newly issued shares of the Transferee, that are communicated to the Dragged Shareholders by the Dragging Shareholders at any time before the Drag-Along Completion Date (whether they are accompanying the Drag Along Notice or not).

Upon receipt of the Drag Along Notice, a Dragged Shareholder shall have the obligations towards all the Dragging Shareholders to transfer all of its shares to the Transferee on terms no less favourable as shall have been agreed between the Dragging Shareholders and the Transferee on the Drag-Along Completion Date, as set out in the Transfer Documents. For that purpose, a Dragged Shareholder shall deliver to the Transferee the Transfer Documents signed by it that must be received by the Transferee on or before the Drag-Along Completion Date.

If, at the Drag Along Completion Date, a Dragged Shareholder defaults in transferring its Shares pursuant to this article 10, the Company shall be authorized to, under an irrevocable special power of attorney hereby granted by each of the Dragged Shareholders, effective as of the default by the Dragged Shareholder, in the name and on behalf of the Dragged Shareholder, execute and deliver the Transfer Documents and to execute and deliver all other documents and do all things which the Company may, at its sole discretion and on the terms determined at its sole discretion by it, consider to be necessary for the performance by the Dragged Shareholder of its obligations under this article 10, including, without limitation, the signature of the Company's registers on the Dragged Shareholder's name and behalf to record the transfer of the Shares of the Dragged Shareholder to the Transferee and the receipt by the Company of the consideration for such transfer.

Each of the Dragged Shareholders shall ratify and confirm, to the extent required, all actions carried out and all documents executed by the Company in the exercise of their special power of attorney set out in the above paragraph.

If, upon receipt of the Drag Along Notice and before the Drag Along Completion Date, a Dragged Shareholder transfers any of its shares to any person other than the Transferee, the Dragged Shareholder shall remain liable to perform the obligations arising out of the exercise of the drag along rights under this article 10 by the Dragging Shareholders and the transferee shall be jointly liable with such Dragged Shareholder and be treated as a Dragged Shareholder for the purpose of this article 10.

The liability of the Dragged Shareholders under this article 10 shall be several and not joint and several.

For the purpose of this article 10:

(a) Affiliate means in relation to any person, any Subsidiary or Ultimate Holding Company of that person and any other Subsidiary of that Ultimate Holding Company.

(b) a company is a Subsidiary of another company, its Holding Company, if that other company:

(i) holds a majority of the voting rights in it, or

(ii) is a member of it and has the right to appoint or remove a majority of its board of directors, or

(iii) is a member of it and controls alone, pursuant to an agreement with other members, a majority of the voting rights in it,

or if it is a Subsidiary of a company that is itself a Subsidiary of that other company.

(c) a company is a Wholly-Owned Subsidiary of another company if it has no members except that other and that other's wholly-owned Subsidiaries or persons acting on behalf of that other or its wholly-owned Subsidiaries.

(d) Wholly-owned Group means a body corporate and any Holding Company of which it is a Wholly-Owned Subsidiary and any other Wholly-Owned Subsidiaries of that Holding Company (including any wholly-owned Subsidiary of the body corporate).

Art. 11. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 16 of these articles of association.

Art. 12. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 13. Management. The Company is managed by one or more managers. Each manager may be assigned either an A or a B signatory power. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 13 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers, and in case A and B managers have been appointed, by the joint signatures of a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers, and in case A and B managers have been appointed, a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 14. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 16. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 17. Financial year. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 18. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 20. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 21. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 22. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

Shannon Acquisitions S.à r.l., prenamed:	12,500 (twelve thousand five hundred) shares; and
Total:	12,500 (twelve thousand five hundred) shares

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2015.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers is set at 3 (three). The sole shareholder appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

As A manager:

- Louis Paletta, whose professional address is 7 Village Circle, Suite 335, West, USA.

As B managers:

- Davy Toussaint, whose professional address is 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; and

- David Catala, whose professional address is 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

2. the registered office is established at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder(s) of the appearing party, the proxyholder(s) of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Shannon Acquisitions S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B197.809, avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, représentée par M. Louis Paletta agissant en capacité de gérant A de Shannon Acquisitions S.à r.l., signant conjointement avec M. Davy Toussaint, agissant en capacité de gérant B de Shannon Acquisitions S.à r.l.

ici représentée par Charles Duro, stagiaire, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 25 juin 2015;

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Folsom Holdco 2 S.à r.l." (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits intellectuels, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer. La Société peut octroyer des licences et des droits intellectuels de toute origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

En plus, la Société peut acquérir et céder des propriétés immobilières, pour son propre compte, à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger et elle peut effectuer toutes les opérations en relation avec des propriétés immobilières, y inclus la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères qui ont comme objet principal l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de propriétés immobilières.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) et est représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Vente forcée (Drag-along). Si un ou plusieurs associés détenant des parts sociales représentant au moins 75 pour cent du capital social de la Société (chacun un Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et ensemble Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée (Dragging Shareholder)) ont l'intention de céder toutes leurs parts détenues dans la Société en contrepartie d'un paiement en numéraire ou tout autre paiement (y compris, sans restriction, de parts sociales nouvellement émises, une combinaison de paiement en numéraire et de parts sociales nouvellement émises, de titres d'emprunt ou autres) à un tiers (le Bénéficiaire), à l'exception d'un tiers qui est un Affilié d'un des Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée, les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée ont le droit de forcer le transfert de toutes (et pas moins que de toutes) les parts sociales détenues par les autres associés (chacun un Associé Tenu de Céder) au Bénéficiaire sous les modalités et conditions décrites ci-dessous.

Afin d'exercer leurs droits de vente forcée sous cet article 10, (i) les Associés «Drag-Along» doivent agir par accord unanime et (ii) les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée doivent notifier les Associés Tenus de Céder par écrit en avance du transfert prévu (la Notification de Cession (Drag-Along Notice)), envoyé à l'adresse de l'Associé Tenu de Céder incluse dans le registre des associés. S'il n'y a qu'un seul Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée, le terme des «Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée» est à modifier en conséquence.

La Notification de Cession doit inclure les date et heure prévue à laquelle le Bénéficiaire aura reçu de la part de l'Associé Tenu de Céder les Documents de Transfert signés par lui, qui ne sera pas plus tôt que le jour même du transfert par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée de ses parts sociales au Bénéficiaire (la Date de Réalisation). La Date de Réalisation peut être modifiée par voie de notice écrite envoyé par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée à l'Associé Tenu de Céder. Pour les besoins de ces Statuts, Documents de Transfert désigne les accords et tout autre document requis par les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée en rapport avec le transfert des parts sociales par les Associés Tenus de Céder en conformité avec cet article 10, y compris, sans restriction, contrats de transfert, contrats de confidentialité, notices de transfert, conventions de dépôt, ou des lettres de souscription pour souscrire à de parts sociales nouvellement émises du Bénéficiaire, qui sont communiquées aux Associés Tenus de Céder à tout moment avant la Date de Réalisation (envoyés ensemble avec la Notification de Cession ou non).

Après réception de la Notification de Cession, un Associé Tenu de Céder a l'obligation envers tous les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée de transférer la totalité de ses parts sociales au Bénéficiaire à des conditions pas moins favorables que celles convenues entre les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et le Bénéficiaire à la Date de Réalisation, tel qu'il est décrit dans les Documents de Transfert. A cet effet, un Associé Tenu de Céder doit envoyer les Documents de Transfert signés par lui, qui doivent être reçus par le Bénéficiaire avant ou à la Date de Réalisation.

Si, à la Date de Réalisation, un Associé Tenu de Céder fait défaut de transférer ses parts sociales conformément à cet article 10, la Société est autorisée, par un pouvoir spécial et irrévocable donné par chacun des Associés Tenu de Céder, au nom et pour le compte de l'Associé Tenu de Céder, de compléter et envoyer les Documents de Transfert et tous les autres documents et de faire toute chose que la Société pourra, à sa seule discrétion et à des termes déterminés par elle-même, considérer comme étant nécessaire à la performance par l'Associé Tenu de Céder de ses obligations sous cet article 10, y compris, sans restriction, la signature des registres de la Société au nom de l'Associé Tenu de Céder et d'enregistrer le transfert des parts sociales de l'Associé Tenu de Céder au Bénéficiaire et la réception par la Société d'une contrepartie d'un tel transfert.

Chacun des Associés Tenus de Céder doit ratifier et confirmer, dans la mesure requise, tous les actions complétés et tous les documents exécutés par la Société dans l'exercice de son pouvoir spécial décrit dans le paragraphe ci-dessus.

Si, à la réception de la Notification de Cession et avant la Date de Réalisation, un Associé Tenu de Céder transfère une partie de ses parts sociales à toute autre personne que le Bénéficiaire, l'Associé Tenu de Céder reste responsable pour compléter les obligations résultant de l'exercice des droits de vente forcée sous cet article par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et le bénéficiaire de ce transfert sera conjointement responsable avec cet Associé Tenu de Céder et sera traité comme Associé Tenu de Céder pour les besoins de cet article 10.

La responsabilité de l'Associé Tenu de Céder sous cet article 10 est conjointe, et non conjointe et solidaire.

Pour les besoins de cet article 10:

(a) Affilié désigne en relation de toute personne, toute Filiale ou Société Mère de cette personne ou toute autre Filiale de cette Société Mère.

(b) une société est une Filiale d'une autre société, sa Société Mère, si cette autre société:

(i) détient une majorité des droits de vote dans la société, ou

(ii) est un membre de la société et a le droit de nommer ou révoquer une majorité de son conseil de gérance, ou

(iii) est un membre de la société et contrôle seule, à la suite d'une convention avec d'autres membres, une majorité de ses droits de vote,

ou si elle est la Filiale d'une société qui est elle-même une filiale de cette autre société.

(c) une société est une Filiale en Propriété Exclusive d'une autre société si elle n'a pas de membres à l'exception de cet autre et sa Filiale en Propriété Exclusive agissant au nom et pour le compte de cet autre ou ses filiales en propriété exclusive.

(d) Groupe en Propriété Exclusive désigne une personne morale et toute Société Holding de laquelle elle est une Filiale en Propriété Exclusive et toute autre Filiale en Propriété Exclusive de cette Société Holding (y compris toute filiale en propriété exclusive de cette personne morale).

Art. 11. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 16 des statuts sont d'application.

Art. 12. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 13. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. A chaque gérant peut être attribué soit un pouvoir de signature A, soit un pouvoir de signature B. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 13.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants quelconques et, en présence de gérants A et B, par la signature conjointe d'un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant ou, en présence de gérants A et B, un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B conjointement, pourront déléguer leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (email), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 15. Assemblées générale des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (email)).

Art. 16. Droits de vote des associés, quorum et majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 17. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 19. Distribution des bénéfices, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 20. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 21. Commissaire aux comptes - réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 22. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites par:

Shannon Acquisitions S.à r.l., susmentionnée:	12.500 parts sociales; et
Total:	12.500 parts sociales

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Assemblée Générale Constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique préqualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. les membres du conseil de gérance sont au nombre de 3 (trois).

Sont nommés pour une durée indéterminée:

En tant que gérant A:

- Louis Paletta, ayant son adresse professionnelle au 7 Village Circle, Suite 335, West, USA.

En tant que gérants B:

- Davy Toussaint, dont l'adresse professionnelle est au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et

- David Catala, dont l'adresse professionnelle est au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

2. le siège social de la société est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes, en foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Duro et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 03 juillet 2015. 2LAC/2015/14933. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122031/498.

(150132467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Zwickau Arcaden Luxco, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.926.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120757/9.

(150129494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Falcon (BC) Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 177.856.

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of July.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There was held

an extraordinary general meeting of shareholders (hereinafter the "Meeting") of Falcon (BC) Luxco S.C.A., (the "Company") a société en commandite par actions, having its registered office at 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 177856, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 30 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 30 July 2013 under number 1833. The articles of association of the Company were last amended pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 7 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 2 May 2014 under number 1108.

The Meeting is opened under the chair of Danny Major residing professionally in Luxembourg, who appointed as secretary Anissa Kabbage professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Marine Krief, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

A. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Creation of an authorized capital in the amount of three hundred fifty-nine euros and seventy euro cents (EUR 359.70) represented by four thousand four hundred ninety-one (4,491) Class A1 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A2 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A3 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A4 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A5 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A6 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A7 Ordinary Shares and four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A8 Ordinary Shares, having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each and waiver of the preferential subscription rights in this respect;

2. Subsequent amendment of article 7.1 of the Company's articles of association; and

3. Miscellaneous.

B. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list and the proxies of the represented shareholders, being signed by the shareholders, by the board of the Meeting and by the public notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time for registration purposes.

C. According to the attendance list, all of the eighteen million seventy-eight thousand and eighty-seven (18,078,087) registered shares in issue (i.e. one hundred percent (100 %) of the issued shares) are present or represented. All shareholders being present or represented and waiving their right to receive convening notices the present meeting was duly constituted.

D. The quorum required for the items on the agenda, according to Luxembourg laws, is fifty percent (50%) of the share capital. The resolutions on such items, in order to be adopted, must be carried by at least two thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented.

E. According to the attached attendance list, such quorum is reached.

F. The present Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, unanimously passed and required the undersigned notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Meeting, upon presentation of the justifying report of the General Partner, pursuant to article 32-3 (5) of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, resolves to create an authorized capital in the Company with waiver of the preferential subscription rights of the existing shareholders in respect thereto, in an aggregate amount of three hundred fifty-nine euros and seventy euro cents (EUR 359.70) which shall be represented by four thousand four hundred ninety-one (4,491) Class A1 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A2 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A3 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A4 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A5 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A6 Ordinary Shares, four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A7 Ordinary Shares and four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A8 Ordinary Shares, having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each.

The said justifying report, after having been signed *ne varietur* by all the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting decides to amend article 7.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **7.1. Subscribed Capital and Authorized Capital.** The subscribed capital of the Company is set at one hundred eighty thousand seven hundred eighty euros and eighty-seven euro cents (EUR 180,780.87) represented by fully paid-up shares, consisting of:

(a) Five hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-eight (557,728) Preference Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;

(b) Two million one hundred ninety thousand sixty-three (2,190,063) Class A1 Ordinary Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;

(c) Two million one hundred ninety thousand twenty-eight (2,190,028) Class A2 Ordinary Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;

(d) Two million one hundred ninety thousand twenty-eight (2,190,028) Class A3 Ordinary Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;

(e) Two million one hundred ninety thousand twenty-eight (2,190,028) Class A4 Ordinary Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;

(f) Two million one hundred ninety thousand twenty-eight (2,190,028) Class A5 Ordinary Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;

(g) Two million one hundred ninety thousand twenty-eight (2,190,028) Class A6 Ordinary Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;

(h) Two million one hundred ninety thousand twenty-eight (2,190,028) Class A7 Ordinary Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each;

(i) Two million one hundred ninety thousand twenty-eight (2,190,028) Class A8 Ordinary Shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each; and

(j) One hundred (100) management shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each.

In addition to the subscribed capital, the Company has an authorized capital which is fixed at three hundred fifty-nine euros and seventy euro cents (EUR 359.70) represented by:

a. four thousand four hundred ninety-one (4,491) Class A1 Ordinary Shares having a nominal value of one hundredth of one euro cent (EUR 0.01) each;

b. four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A2 Ordinary Shares having a nominal value of one hundredth of one euro cent (EUR 0.01) each;

c. four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A3 Ordinary Shares having a nominal value of one hundredth of one euro cent (EUR 0.01) each;

d. four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A4 Ordinary Shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each;

e. four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A5 Ordinary Shares having a nominal value of one hundredth of one euro cent (EUR 0.01) each;

f. four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A6 Ordinary Shares having a nominal value of one hundredth of one euro cent (EUR 0.01) each;

g. four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A7 Ordinary Shares having a nominal value of one hundredth of one euro cent (EUR 0.01) each; and

h. four thousand four hundred ninety-seven (4,497) Class A8 Ordinary Shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.

During a period ending five (5) years after the date of publication of the last shareholders' resolution deciding to create or amend the authorized capital in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the Manager is authorized to increase once, or several times, the subscribed capital by causing the Company to issue new shares within the limits of the authorized capital. Such new shares may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the Manager may in its sole discretion determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the new shares to be subscribed and issued, such as to determine the time and the amount of the new shares to be subscribed and issued, to determine if the new shares are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what an extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either by cash or by assets other than cash. Unless the shareholders shall have otherwise agreed, when realizing the authorized capital in full or in part, the Manager is expressly authorized to limit or to waive the preferential subscription right reserved to existing shareholders. The Manager may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for the new shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the Manager, the present article is, as a consequence, to be adjusted."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent upon the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 2,000.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille quinze, le six juillet.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (ci-après l'«Assemblée») de Falcon (BC) Luxco S.C.A., (la «Société»), une société en commandite par actions, ayant son siège social au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-

Findel, enregistrée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177856, constituée suivant acte notarié de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 30 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 30 juillet 2013 sous le numéro 1833. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 7 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 2 mai 2014 sous le numéro 1108.

L'Assemblée s'est ouverte sous la présidence de Danny Major résidant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Anissa Kabbage résidant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée a élu comme scrutateur Marine Krief, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée étant dûment constituée, le président déclare et demande au notaire de prendre acte de l'ordre du jour suivant:

A. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Création d'un capital social autorisé d'un montant de trois cent cinquante-neuf euros et soixante-dix centimes (EUR 359.70) représenté par quatre mille quatre cent quatre-vingt-onze (4.491) Actions Ordinaires de Classe A1, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A2, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A3, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A4, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A5, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A6, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A7 et quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A8, ayant une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune avec renonciation au droit préférentiel de souscription y afférent; et

2. Modification subséquente de l'article 7.1 des statuts de la Société; et

3. Divers.

B. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions sont inscrits sur la liste de présence. Cette liste de présence et les procurations des actionnaires représentés, signés par les actionnaires, par le conseil de l'Assemblée et par le notaire, resteront annexées au présent acte et devront être enregistrés au même moment.

C. Conformément à la liste de présence, les dix-huit millions soixante-dix-huit mille quatre-vingt-sept (18.078.087) actions nominatives en circulation (c'est-à-dire cent pourcent (100%) des actions émises) sont présentes ou représentées. Tous les actionnaires étant présents ou représentés et ayant renoncé à leur droit de recevoir une convocation la présente assemblée est dûment constituée.

D. Le quorum requis pour statuer sur les points inscrits à l'ordre du jour, conformément au droit luxembourgeois, est de cinquante pourcent (50%) du capital social. Les résolutions sur ces questions, doivent être adoptées par les deux tiers (2/3) des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés.

E. Selon la liste de présence, ce quorum est atteint.

F. La présente Assemblée est dès lors dûment constituée et peut valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour.

L'Assemblée adopte à l'unanimité, et requiert du notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée, sur vu d'un rapport du Gérant en vertu de l'article 32-3 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, décide de créer un capital social autorisé avec renonciation au droit préférentiel de souscription y afférent, d'un montant de trois cent cinquante-neuf euros et soixante-dix centimes (EUR 359.70) représenté par quatre mille quatre cent quatre-vingt-onze (4.491) Actions Ordinaires de Classe A1, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A2, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A3, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A4, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A5, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A6, quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A7 et quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A8, ayant une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Seconde résolution

Suite à la résolution précédente, l'Assemblée décide de modifier l'article 7.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **7.1. Capital Souscrit et Capital Autorisé.** Le capital social de la Société est fixé à cent quatre-vingt mille sept cent quatre-vingt euros et quatre-vingt-sept centimes d'euro (EUR 180.780,87), représenté par des actions entièrement libérées, consistant en:

- (a) cinq cent cinquante-sept mille sept cent vingt-huit (557.728) Actions Préférentielles d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- (b) deux millions cent quatre-vingt-dix mille soixante-trois (2.190.063) Actions Ordinaires de Classe A1 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- (c) deux millions cent quatre-vingt-dix mille vingt-huit (2.190.028) Actions Ordinaires de Classe A2 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- (d) deux millions cent quatre-vingt-dix mille vingt-huit (2.190.028) Actions Ordinaires de Classe A3 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- (e) deux millions cent quatre-vingt-dix mille vingt-huit (2.190.028) Actions Ordinaires de Classe A4 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- (f) deux millions cent quatre-vingt-dix mille vingt-huit (2.190.028) Actions Ordinaires de Classe A5 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- (g) deux millions cent quatre-vingt-dix mille vingt-huit (2.190.028) Actions Ordinaires de Classe A6 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- (h) deux millions cent quatre-vingt-dix mille vingt-huit (2.190.028) Actions Ordinaires de Classe A7 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- (i) deux millions cent quatre-vingt-dix mille vingt-huit (2.190.028) Actions Ordinaires de Classe A8 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune; et
- (j) cent (100) actions de commandité d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune.

En plus du capital souscrit, la Société a un capital autorisé fixé à trois cent cinquante-neuf euros et soixante-dix centimes (EUR 359,70) représenté comme suit:

- a. quatre mille quatre cent-vingt-onze (4.491) Actions Ordinaires de Classe A1 d'une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- b. quatre mille quatre cent-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A2 d'une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- c. quatre mille quatre cent-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A3 d'une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- d. quatre mille quatre cent-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A4 d'une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- e. quatre mille quatre cent-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A5 d'une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- f. quatre mille quatre cent-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A6 d'une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;
- g. quatre mille quatre cent-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A7 d'une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune; et
- h. quatre mille quatre cent-vingt-dix-sept (4.497) Actions Ordinaires de Classe A8 d'une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Au cours d'une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de la dernière résolution des actionnaires décidant de créer ou de modifier le capital autorisé au sein du Journal Officiel luxembourgeois la Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le Gérant est autorisé à augmenter, une ou plusieurs fois, le capital souscrit par l'émission de nouvelles Actions par le Société dans les limites du capital autorisé. Ces nouvelles Actions pourront être souscrites et émises selon les termes et conditions décidés par le Gérant qui déterminera en toute discrétion, plus précisément dans le cadre de la souscription et du paiement de nouvelles Actions à émettre, la période et le montant des nouvelles Actions à émettre et, si ces nouvelles Actions doivent être souscrites avec ou sans une prime d'émission, ainsi que le mode de paiement de ces nouvelles Actions, en numéraire ou apport en nature de nouveaux actifs.

Sauf décision contraire des actionnaires, lors de la réalisation du capital autorisé en totalité ou en partie, le Gérant est expressément autorisé à limiter ou à supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux Actionnaires existants. Le Gérant peut déléguer à tout administrateur ou cadre de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements au titre des Actions nouvelles représentant tout ou partie du montant de l'augmentation de capital. Après chaque augmentation du capital souscrit, réalisée dans les conditions requises par le Gérant, le présent article doit être modifié en conséquence.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ EUR 2.000,-.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. MAJOR, M. KRIEF, A. KABBAGE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22166. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122020/255.

(150132249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Caltrade International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.632.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth of July.

Before the undersigned, Henri BECK, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of CALTRADE INTERNATIONAL S.A., a société anonyme having its registered office at L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 63.632 (the Company).

The Company was incorporated by deed of the notary Norbert MULLER, then residing in Esch-sur-Alzette, on the 17th of March 1998, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations number 424 of June 12, 1998, and which articles of incorporation have been amended by deed of the same notary Norbert MULLER on the 28th of April 1999, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations number 537 of July 14, 1999.

The Meeting was chaired by Mrs. Colette WOHL, employee, residing professionally at L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal,

who appoints herself as scrutineer and who appoints as secretary Ms. Peggy SIMON, employee, residing professionally at L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

The Meeting's officers having thus been appointed, the chairperson declares and requests the notary to state:

I. The Meeting has been validly convened;

II. That the shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the shareholders or their authorised representatives, the Meeting's officers and the notary. This attendance list and the power of attorney will be registered with this deed.

III. That it appears from the attendance list that all the shares are represented. The Meeting is thus regularly constituted and may deliberate and decide on the items on the agenda.

IV. That the agenda of the Meeting is as follows:

(a) Dissolution of the Company.

(b) Appointment of the liquidator.

(c) Powers of the liquidator.

(d) Instructions for the liquidator.

V. That the Meeting has unanimously taken the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolve to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The shareholders resolves to appoint Mrs. Beatriz Garcia, lawyer, residing professionally at L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal, as the Company's liquidator (the Liquidator). The Liquidator is empowered, by its sole signature, to do whatever is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

Third resolution

The shareholders resolve to grant the Liquidator all the powers set out in articles 144 et seq. of the Luxembourg law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Liquidator is entitled to execute all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate some of its powers to one or more persons or entities for specifically defined operations or tasks.

The Liquidator is authorised to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders, subject to the drawing-up of interim accounts.

Fourth resolution

The shareholders resolve to instruct the Liquidator to realise all the Company's assets on the best possible terms and to pay all its debts.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the shareholders, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English text prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Meeting's officers and the shareholders' authorised representative.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze juillet.

Par-devant Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de CALTRADE INTERNATIONAL S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 63.632 (la Société).

La Société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Norbert MULLER, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 17 mars 1998, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 424 du 12 juin 1998, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire Norbert MULLER en date du 28 avril 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 537 du 14 juillet 1999.

L'Assemblée est présidée par Madame Colette WOHL, employée, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui nomme comme secrétaire Madame Peggy SIMON, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau de l'Assemblée ayant été formé, le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Que l'Assemblée fut valablement tenue;

II. Que tous les actionnaires présents ou représentés et le nombre de leurs actions sont renseignés sur une liste de présence signée par eux ou leurs représentants, par le bureau de l'assemblée et le notaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations seront enregistrées avec le présent acte.

III. Qu'il appert de la liste de présence que toutes les actions sont représentées. L'Assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer et décider sur les points de l'ordre du jour.

IV. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(a) Dissolution de la Société.

(b) Nomination du liquidateur.

(c) Pouvoirs du liquidateur.

(d) Instructions au liquidateur.

V. Que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires décident de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident de nommer Madame Beatriz GARCIA, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal, comme liquidateur de la Société (le Liquidateur). Le Liquidateur est autorisé à accomplir, sous sa seule signature, tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société et à la réalisation de ses actifs.

Troisième résolution

Les Actionnaires décident d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, y compris celles prévues à l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable des Actionnaires. Le Liquidateur peut déléguer, sous sa seule responsabilité, certains de ses pouvoirs, pour des opérations ou des tâches spécifiquement définies, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser aux Actionnaires des acomptes sur le boni de liquidation, à condition que des comptes intérimaires soient établis.

Quatrième résolution

Les Actionnaires décident d'autoriser le Liquidateur à procéder dans les meilleures conditions à la réalisation de l'actif et au paiement de toutes les dettes de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la demande des Actionnaires, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le bureau de l'Assemblée et le mandataire des Actionnaires.

Signé: C. WOHL, P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 17 juillet 2015. Relation: GAC/2015/6090. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 22 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122869/116.

(150133560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Glow Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 198.596.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of June.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

DBAG Fund VI Konzern (Guernsey) L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1695, acting through its general partner DBG Fund VI GP (Guernsey) L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1680, acting through its general partner DBG Management GP (Guernsey) Limited, a limited company having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Companies of the Island of Guernsey under number 55086,

represented by Me Manfred Müller, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on June 30, 2015; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration;

DBAG Fund VI (Guernsey) L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1692, acting through its general partner DBG Fund VI GP (Guernsey) L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1680, acting through its general partner DBG Management GP (Guernsey) Limited, a limited company governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie

Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Companies of the Island of Guernsey under number 55086,

represented by Me Manfred Müller, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on June 30, 2015; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration; and

DBG Advisors VI GmbH & Co. KG, a company governed by the laws of Germany, having its registered office at Börsenstraße 1, 60313 Frankfurt am Main, Germany, and registered with the Frankfurt trade register under number HRA 46856, acting through its general partner DBG Glow Provider Verwaltungs GmbH, a company governed by the laws of Germany, having its registered office at Börsenstraße 1, 60313 Frankfurt am Main, Germany, and registered with the commercial register of the local court of Frankfurt am Main under number HRB 90813,

represented by Me Manfred Müller, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on June 25, 2015; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration;

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “Glow Holding S.à r.l.”.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the Municipality of Niederanven.

The registered office may be transferred to any other place within the Municipality of Niederanven by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into:

- one million two hundred and forty-one thousand (1,241,000) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up;

- one thousand (1,000) class A shares (the “Class A Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up;

- one thousand (1,000) class B shares (the “Class B Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up;

- one thousand (1,000) class C shares (the “Class C Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class D shares (the “Class D Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class E shares (the “Class E Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class F shares (the “Class F Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class G shares (the “Class G Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class H shares (the “Class H Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up; and
- one thousand (1,000) class I shares (the “Class I Shares”) with a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The issued capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire classes of Shares provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the Ordinary Shares. In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the following order:

- i. Class I Shares;
- ii. Class H Shares;
- iii. Class G Shares;
- iv. Class F Shares;
- v. Class E Shares;
- vi. Class D Shares;
- vii. Class C Shares;
- viii. Class B Shares; and
- ix. Class A Shares.

The cancellation value per share (the “Cancellation Value Per Share”) shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

The total cancellation amount (the “Total Cancellation Amount”) shall be an amount determined by the general meeting of shareholders or the Manager or the Board of Managers, as the case may be, on the basis of the relevant interim accounts of the Company at a date not older than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant calls of shares and approved by the general meeting of shareholders. The Total Cancellation Amount for each of the Classes I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise decided by the general meeting of shareholders, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Available Amount (the “Available Amount”) means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to article 28 of the Articles of Incorporation, increased by:

- i. any freely distributable reserves,
- ii. the amount of the share capital reduction and of the share premium relating to the Class of Shares to be cancelled, and
- iii. as the case may be, the legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled, but reduced by:
 - i. any losses (included carried forward losses), and
 - ii. any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days’ written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent

of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Managers and shall not consider or vote on any such transaction.

To the extent that only one Manager has been appointed, the said Manager will vote and the minutes of the meeting of the Board of Managers will specify such conflict of interest.

To the extent that only one (1) A Manager and one (1) B Manager have been appointed, the Manager having a personal interest will disclose such personal interest and will be authorized to vote. The minutes of the meeting of the Board of Managers will specify such conflict of interest and a special report will be made to the shareholders in that respect at the following general meeting of the shareholders

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the first day of the month of June.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager(s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s).

In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- each Ordinary Share shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty-five per cent (0.65%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class A Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty per cent (0.60%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class B Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty-five per cent (0.55%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class C Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty per cent (0.50%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class D Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty-five per cent (0.45%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class E Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty per cent (0.40%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class F Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty-five per cent (0.35%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class G Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty per cent (0.30%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class H Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than twenty-five per cent (0.25%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class I Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty per cent (0.20%) per annum of the nominal value of such share, (together the "Profit Entitlement"); and

any remaining dividend amount after allocation of the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the shares forming the then last outstanding class of shares in reverse alphabetical order (starting from the Class I Shares until the Class A Shares).

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

(i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;

(ii) second, to the shareholders for the repayment of the nominal value of their shares in the Company;

(iii) third, to the holders of all classes of shares in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
DBAG Fund VI Konzern (Guernsey) L.P.	EUR 2,345.31.-	232,839 Ordinary Shares 188 Class A Shares 188 Class B Shares 188 Class C Shares 188 Class D Shares 188 Class E Shares 188 Class F Shares 188 Class G Shares 188 Class H Shares 188 Class I Shares	EUR 2,345.31.-
DBAG Fund VI (Guernsey) L.P.	EUR 9,998.44.-	992,644 Ordinary Shares 800 Class A Shares 800 Class B Shares 800 Class C Shares 800 Class D Shares 800 Class E Shares 800 Class F Shares 800 Class G Shares 800 Class H Shares 800 Class I Shares	EUR 9,998.44.-
DBG Advisors VI GmbH & Co. KG	EUR 156.25.-	15,517 Ordinary Shares 12 Class A Shares 12 Class B Shares 12 Class C Shares 12 Class D Shares 12 Class E Shares 12 Class F Shares 12 Class G Shares 12 Class H Shares 12 Class I Shares	EUR 156.25.-
Total:	EUR 12,500.-	1,241,000 Ordinary Shares 1,000 Class A Shares 1,000 Class B Shares 1,000 Class C Shares 1,000 Class D Shares 1,000 Class E Shares 1,000 Class F Shares 1,000 Class G Shares 1,000 Class H Shares 1,000 Class I Shares	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

116390

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2015.

Shareholders' resolutions
First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at 2 the number of Manager(s) and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

Mr. James Bermingham, company manager, born on 19 December 1972 in Sheffield, United Kingdom, residing professionally at 7, rue Lou Hemmer, L- 1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg; and

Ms. Anke Jager, company manager, born on 22 April 1968 in Salzgitter, Germany, residing professionally at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg- Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing parties, the present deed has been worded in English followed by a German version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausend und fünfzehn, am dreißigsten Juni.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Marc Loesch, mit dem Amtssitz in Bad Mondorf, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

DBAG Fund VI Konzern (Guernsey) L.P., eine Kommanditgesellschaft geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 1695, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Fund VI GP (Guernsey) LP, eine Kommanditgesellschaft geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 1680, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Management GP (Guernsey) Limited, eine limited company mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen im Guernsey Registry unter der Nummer 55086,

vertreten durch Maître Manfred Müller, Rechtsanwalt, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg,

kraft der am 30. Juni 2015 privatschriftlichen erteilten Vollmacht.

Die oben genannte Vollmacht, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt;

DBAG Fund VI (Guernsey) L.P., eine Kommanditgesellschaft geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 1692, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Fund VI GP (Guernsey) LP, eine Kommanditgesellschaft geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 1680, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Management GP (Guernsey) Limited, eine limited company geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 55086,

vertreten durch Maître Manfred Müller, Rechtsanwalt, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg,

kraft der am 30. Juni 2015 privatschriftlichen erteilten Vollmacht.

Die oben genannte Vollmacht, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt; und

DBG Advisors VI GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft geregelt nach deutschem Recht, mit Sitz Börsenstraße 1, 60313 Frankfurt am Main, Deutschland, und eingetragen beim Frankfurter Handelsregister unter der Nummer HRA 46856, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Glow Provider Verwaltungs GmbH, eine nach dem deutschen Recht gegründete

Gesellschaft, mit Sitz in der Börsenstraße 1, D-60313 Frankfurt am Main, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter der Nummer HRB 90813,

vertreten durch Maître Manfred Müller, Rechtsanwalt, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg,
kraft der am 25. Juni 2015 privatschriftlichen erteilten Vollmacht.

Die oben genannte Vollmacht, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Daraufhin wurde die Satzung einer Gesellschaft wie folgt festgestellt:

Kapitel I. Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die „Gesellschaft“) gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg (den „Gesetzen“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Die Gesellschaft kann aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist, oder aus mehreren Gesellschaftern, deren Zahl jedoch vierzig (40) nicht überschreiten darf, bestehen.

Die Gesellschaft wird unter dem Namen „Glow Holding S.à r.l.“ firmieren.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft wird ihren Sitz in der Gemeinde Niederanven haben.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Niederanven verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sollte(n) die (der) Geschäftsführer oder die Geschäftsführung der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den Austausch mit der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann die Gesellschaft den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland zu verlegen. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf das Statut der Gesellschaft, welche trotz der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Die genannten vorübergehenden Maßnahmen sind von der Geschäftsführung zu beschließen und den hiervon betroffenen Dritten mitzuteilen.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft umfasst die Akquisition, das Halten und die Veräußerung von Beteiligungen in luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann zugunsten von Unternehmen, welche der Unternehmensgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann auch in Immobilien, geistiges Eigentum oder jegliche andere bewegliche oder unbewegliche Vermögensgüter investieren.

Die Gesellschaft kann in jeder Art und Form Darlehen aufnehmen und private Emissionen von Schuldscheinen oder ähnlichen Schuldtiteln oder Warrants oder ähnliche Anteile, die Recht auf Aktien geben, ausgeben.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit ausführen, welche für die Ausführung und Entwicklung ihres Zweckes dienlich ist.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss des/der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit dem nach dem Gesetz oder dieser Satzung für die Änderung der Satzung erforderlichen Quorum und den erforderlichen Mehrheiten gefasst wird, und in Übereinstimmung mit Artikel 29 dieser Satzung.

Kapitel II. Kapital, Anteile

Art. 5. Ausgegebenes Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), und ist wie folgt aufgeteilt:

- eine Million zweihunderteinundvierzigtausend (1.241.000) Stammanteile (die „Stammanteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;

- eintausend (1.000) Klasse A Anteile (die „Klasse A Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;

- eintausend (1.000) Klasse B Anteile (die „Klasse B Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;

- eintausend (1.000) Klasse C Anteile (die „Klasse C Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;

- eintausend (1.000) Klasse D Anteile (die „Klasse D Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;
- eintausend (1.000) Klasse E Anteile (die „Klasse E Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;
- eintausend (1.000) Klasse F Anteile (die „Klasse F Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;
- eintausend (1.000) Klasse G Anteile (die „Klasse G Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;
- eintausend (1.000) Klasse H Anteile (die „Klasse H Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind;
- eintausend (1.000) Klasse I Anteile (die „Klasse I Anteile“) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), welche vollständig eingezahlt sind.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung oder des Gesetzes sind alle Anteile mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden auf das alle Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann zur Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihrem(n) Gesellschafter(n) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.

Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft kann durch Rückkauf und Annullierung von einer oder mehrerer Anteilsklassen zurückgesetzt werden, wobei die Gesellschaft jedoch nicht zu jeder Zeit die Stammanteile zurückkaufen und annullieren darf. Falls Rückkäufe und Annullierungen von Anteilsklassen vorgesehen sind, sind diese in folgender Reihenfolge durchzuführen:

- i) Klasse I Anteile
- ii) Klasse H Anteile
- iii) Klasse G Anteile
- iv) Klasse F Anteile
- v) Klasse E Anteile
- vi) Klasse D Anteile
- vii) Klasse C Anteile
- viii) Klasse B Anteile
- ix) Klasse A Anteile

Der Annullierungsbetrag pro Anteil (der „Annullierungswert pro Anteil“) wird errechnet, indem der Gesamte Annullierungsbetrag durch die Anzahl der betroffenen Anteile in der zurückzukaufenden und zu annullierenden Anteilsklasse geteilt wird.

Der Gesamte Annullierungsbetrag (der „Gesamte Annullierungsbetrag“) ist ein Wert welcher gegebenenfalls durch die Generalversammlung oder den oder die Geschäftsführer, auf Basis der relevanten Zwischenbilanzen der Gesellschaft, nicht früher als acht (8) Tage vor Rückkauf und Annullierung der betroffenen Anteilsklassen ermittelt und durch die Generalversammlung bestätigt worden ist. Der Gesamte Annullierungsbetrag für jede der Anteilsklassen I, H, G, H, E, D, C, B und A entspricht dem verfügbaren Betrag der betroffenen Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Annullierung dieser betroffenen Klasse, vorausgesetzt die Generalversammlung trifft keine andere Entscheidung, wobei der Gesamte Annullierungsbetrag niemals höher als ein solcher verfügbarer Betrag sein darf.

Im Moment des Rückkaufs und der Annullierung der Anteile einer bestimmten Anteilsklasse wird die Gesellschaft den Annullierungsbetrag pro Aktie schuldig.

Verfügbare Betrag (der „Verfügbare Betrag“) bedeutet der Gesamtbetrag des Reingewinns der Gesellschaft (einschließlich des Gewinnvortrags) bis zu der Summe auf die der Gesellschafter, aufgrund von Artikel 28 der Statute, Anrecht auf Gewinnausschüttung gehabt hätte, zuzüglich:

- i) jeglicher frei auszuschüttender Rücklagen,
- ii) den Betrag der Kapitalreduzierung und des Aufgeldes welches sich auf die zu annullierende Anteilsklasse bezieht, und
- iii) gegebenenfalls, die Reduzierung der gesetzlichen Rücklage welche sich auf die zu annullierende Anteilsklasse bezieht, jedoch abzüglich
 - i) jegliche Verluste (einschließlich Verlustvorträge), und
 - ii) jegliche Summen welche aufgrund gesetzlicher oder satzungsgemäßer Bestimmungen als Rücklage eingebracht werden müssen.

Art. 6. Anteile. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme.

Jeder Anteil ist der Gesellschaft gegenüber unteilbar.

Gemeinschaftliche Eigentümer von Anteilen müssen sich gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Bevollmächtigten, der auch ein Dritter sein kann, vertreten lassen.

Der Alleingesellschafter kann seine Anteile frei übertragen.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern, so sind die Anteile unter ihnen frei übertragbar und die Anteile können nur dann an Nicht- Gesellschafter übertragen werden, wenn die Gesellschafter mit einer Mehrheit, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals darstellt, ihr Einverständnis erklären.

Die Übertragung von Anteilen muss durch notarielle Urkunde oder durch privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Eine solche Übertragung wird gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs erst dann gegenüber der Gesellschaft oder Dritten bindend, wenn sie der Gesellschaft gegenüber ordnungsgemäß angezeigt oder von dieser angenommen worden ist.

Die Gesellschaft ist berechtigt ihre eigenen Anteile im Hinblick auf deren sofortige Annullierung zurückzuerwerben.

Anteilsbesitz führt die stillschweigende Akzeptanz der Satzung und der von den (dem) Gesellschafter(n) gültig getroffenen Beschlüsse mit sich.

Art. 7. Kapitalerhöhung und Kapitalherabsetzung. Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s), der mit Anwesenheits- und Mehrheitsverhältnissen, wie sie aufgrund der Gesetze oder der Satzung zur Änderung der Satzung erforderlich sind, gefasst wird, einmal oder mehrmals erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit, Tod, Aussetzung von Bürgerrechten, Konkurs oder Insolvenz eines Gesellschafters. Die Handlungsunfähigkeit, der Tod, die Aussetzung von Bürgerrechten, der Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbarer, die (den) Gesellschafter betreffender Umstand, hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Kapitel III. Geschäftsführer, Wirtschaftsprüfer

Art. 9. Geschäftsführer. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche keine Gesellschafter sein müssen, geführt (die (der) „Geschäftsführer“).

Werden zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so verwalten sie die Gesellschaft gemeinschaftlich.

Werden mehr als zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so wird ein Geschäftsführungsrat (der „Geschäftsführungsrat“) gegründet.

Die Geschäftsführer werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, welche(r) ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die (der) Geschäftsführer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden.

Die (der) Gesellschafter können (kann) beschließen, die gewählten Geschäftsführer als Geschäftsführer A (der (die) „Geschäftsführer A“) oder als Geschäftsführer B (die (der) „Geschäftsführer B“) zu qualifizieren.

Der/die Gesellschafter soll(en) weder an der Geschäftsführung teilnehmen noch sich in diese einmischen.

Art. 10. Befugnisse der (des) Geschäftsführer(s). Die (der) Geschäftsführer haben (hat) die weitestgehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich den Gesellschaftern oder den Wirtschaftsprüfern vorbehalten, fallen in die Zuständigkeit der (des) Geschäftsführer(s).

Art. 11. Übertragung von Befugnissen - Vertretung der Gesellschaft. Die (der) Geschäftsführer können (kann) spezielle Befugnisse oder Vollmachten an Personen oder Ausschüsse, die von ihnen gewählt werden, übertragen oder diese mit bestimmten ständigen oder zeitweiligen Funktionen ausstatten.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers oder, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern, gebunden.

Falls die (der) Gesellschafter die Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B qualifiziert haben (hat), ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B gemeinsam unterzeichnen.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Personen gebunden, denen eine spezielle Vollmacht von dem (den) Geschäftsführer(n) übertragen worden ist, jedoch nicht über die Grenzen dieser speziellen Vollmacht hinaus.

Art. 12. Sitzung des Geschäftsführungsrates. Für den Fall, dass ein Geschäftsführungsrat bestellt wird, gelten folgende Regeln:

Der Geschäftsführungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden benennen (der „Vorsitzende“). Er kann auch einen Schriftführer benennen, welcher selbst kein Geschäftsführer sein muss und für die Protokollführung der Sitzung der Geschäftsführung zuständig ist (der „Schriftführer“).

Der Geschäftsführungsrat tritt nach Aufruf durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Versammlung des Geschäftsführungsrates muss einberufen werden, wenn zwei (2) seiner Mitglieder dies verlangen.

Der Vorsitzende steht allen Versammlungen des Geschäftsführungsrates vor, es sei denn, dass in seiner Abwesenheit der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates durch mehrheitliche Abstimmung durch die anwesenden oder vertretenen Mitglieder als zeitweisen Vorsitzenden ernennt.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder mit vorheriger Zustimmung aller Teilnahmeberechtigten, werden die Sitzungen des Geschäftsführungsrates mindestens drei (3) Kalendertage vor ihrem Termin schriftlich durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel einberufen. Jede dieser Benachrichtigungen soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Auf die Mitteilung kann durch ordnungsgemäß dokumentierten Beschluss jedes Geschäftsführungsmitglieds verzichtet werden. Für Sitzungen, deren Zeit und Ort in einem zuvor von der Geschäftsführung angenommenen Beschluss festgelegt wurde, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Die Sitzungen des Geschäftsführungsrates finden in Luxemburg oder an einem anderen Ort statt, den die Geschäftsführung von Zeit zu Zeit bestimmen kann.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei den Sitzungen des Geschäftsführungsrates durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich ermächtigt; die Bevollmächtigung kann durch jedes die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmedium übertragen werden. Jeder Geschäftsführer kann einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Beschlussfähigkeit des Geschäftsführungsrates erfordert die Anwesenheit von mindestens der Hälfte (1/2) seiner amtierenden Mitglieder, wobei im Falle der Qualifizierung der Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B, außerdem mindestens ein (1) Geschäftsführer A und ein (1) Geschäftsführer B anwesend oder vertreten sein muss.

Entschlüsse werden per Mehrheitsbescheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Geschäftsführungsrates gefasst.

Ein oder mehrere Mitglieder des Geschäftsführungsrates können an Sitzungen durch eine Telefonkonferenzschaltung oder durch ähnliche Mittel, welche die gleichzeitige Kommunikation zwischen den Teilnehmern sicherstellen, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit bei der Sitzung gleichgestellt.

Eine von allen Geschäftsführern unterzeichnete Entscheidung steht einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Geschäftsführungsrates gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann festgehalten werden in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 13. Beschlüsse der Geschäftsführung. Die Beschlüsse der(s) Geschäftsführer(s) werden schriftlich festgehalten.

Alle Sitzungsprotokolle werden vom Vorsitzenden und vom Schriftführer (falls es einen solchen gibt) unterzeichnet. Alle Vollmachten werden den betreffenden Sitzungsprotokollen beigelegt.

Kopien oder Auszüge der schriftlichen Beschlüsse oder Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt wurde, unterzeichnet werden.

Art. 14. Vergütung und Ausgaben. Vorbehaltlich der Zustimmung durch die (den) Gesellschafter, können (kann) die (der) Geschäftsführer eine Vergütung hinsichtlich ihrer (seiner) Verwaltung der Gesellschaft erhalten. Darüber hinaus können den Geschäftsführern sämtliche Ausgaben, die im Rahmen einer solchen Verwaltung oder zur Verfolgung des Gesellschaftsgegenstandes getätigt wurden, zurückerstattet werden.

Art. 15. Interessenkonflikte. Wenn einer der Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat oder haben könnte, muss er dieses persönliche Interesse den anderen Geschäftsführern anzeigen und darf nicht an der Abstimmung über dieses Rechtsgeschäft teilnehmen.

Falls es nur einen Geschäftsführer gibt, wird dieser Geschäftsführer abstimmen, und das Sitzungsprotokoll des Geschäftsführungsrates wird den Interessenskonflikt darlegen.

Falls es nur einen (1) A Geschäftsführer und einen (B) Geschäftsführer gibt, wird der Geschäftsführer mit persönlichem Interesse an einem Rechtsgeschäft dieses Interesse kundtun und darf abstimmen. Das Sitzungsprotokoll des Geschäftsführungsrates wird den Interessenskonflikt darlegen und ein Sonderbericht wird diesbezüglich bei der nächsten Generalversammlung an die Gesellschafter adressiert.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführung - Freistellung. Die (der) Geschäftsführer treffen (trifft) keine persönliche Haftung hinsichtlich der aufgrund ihrer (seiner) Funktion für die Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen.

Geschäftsführer sind für die Ausführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

Die Gesellschaft stellt jeden Geschäftsführer, Angestellten oder Mitarbeiter und, gegebenenfalls, dessen Erben, Nachlassverwalter und Vermögensverwalter, von Schäden und Ausgaben frei, die ihm im Zusammenhang eines Rechtsstreits oder eines Prozesses, an dem er aufgrund seiner Funktion als Geschäftsführer oder früherer Geschäftsführer, Angestellter oder Mitarbeiter der Gesellschaft beteiligt ist. Das Gleiche gilt, wenn er auf Anfrage der Gesellschaft für eine andere Gesellschaft an der die Gesellschaft beteiligt ist oder von der sie Gläubigerin ist, Ausgaben tätigt und der gegenüber er nicht zur Freistellung berechtigt ist, außer bei Klagsachen in denen er schließlich endgültig wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt wurde. Im Falle eines Vergleichs wird Freistellung nur für vom Vergleich umfasste Fragen gewährt, bei denen die Gesellschaft von ihrem Rechtsbeistand dahingehend beraten worden ist, dass der freizustellenden

Person keine grobe Fahrlässigkeit oder grobes Fehlverhalten vorzuwerfen ist. Das vorgenannte Recht zur Freistellung schließt keine anderen Rechte aus zu denen die betreffende Person berechtigt ist.

Art. 17. Wirtschaftsprüfer. Außer in den Fällen, in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer vorsehen, wird das Geschäft der Gesellschaft und deren finanzielle Situation, einschließlich insbesondere der Bücher und Konten durch Wirtschaftsprüfer, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die statutorischen oder zugelassenen Wirtschaftsprüfer, falls es solche gibt, werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, der ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden außer in Fällen, in denen das Gesetz vorschreibt, dass der zugelassene Wirtschaftsprüfer nur aufgrund schwerwiegendem Grund oder in gegenseitigem Einverständnis abberufen werden kann.

Kapitel IV. Gesellschafter

Art. 18. Befugnisse der Gesellschafter. Die Gesellschafter haben die Rechte, die ihnen nach der Satzung und dem Gesetz zustehen. Besteht die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen hat.

Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Gesellschafterversammlung repräsentiert alle Gesellschafter.

Art. 19. Jahresgesellschafterversammlung. Die Jahresgesellschafterversammlung, die verpflichtend abgehalten werden muss wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, wird am ersten Juni abgehalten.

Wenn dieser Tag ein Tag ist an dem Banken in Luxemburg nicht geöffnet sind, wird die Versammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

Art. 20. Andere Gesellschafterversammlungen. Besteht die Gesellschaft aus mehreren, jedoch nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, können die Beschlüsse der Gesellschafter in schriftlicher Form gefasst werden. Schriftliche Beschlüsse können in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Gesellschaftern unterzeichnet festgehalten sein. Sind die zu fassenden Beschlüsse von den Geschäftsführern an die Gesellschafter übermittelt worden, so sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel, zukommen zu lassen. Die Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und den erforderlichen Mehrheiten bei Beschlüssen der Gesellschafterversammlung sind sinngemäß auf die Beschlussfassung im schriftlichen Verfahren anwendbar.

Gesellschafterversammlungen, einschließlich der Jahresgesellschafterversammlung werden am Gesellschaftssitz abgehalten oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg; sie können im Ausland abgehalten werden, wenn Umstände höherer Gewalt, deren Einschätzung im alleinigen Interesse des (der) Geschäftsführer(s) liegt, dies erforderlich machen.

Art. 21. Mitteilung von Gesellschafterversammlungen. Außer in den Fällen eines Alleingesellschafters, können sich die Gesellschafter auch auf Einberufungsschreiben versammeln, das in Übereinstimmung mit der Satzung oder dem Gesetz von den Geschäftsführern, oder andernfalls durch die statutorischen Wirtschaftsprüfer (falls vorhanden) ausgegeben wird oder andernfalls durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Das an die Gesellschafter gesendete Einberufungsschreiben gibt die Zeit, den Ort und die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung an sowie die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit. Die Tagesordnung soll gegebenenfalls eine vorgeschlagene Satzungsänderung darlegen und gegebenenfalls die Änderungen angeben, die den Gesellschaftszweck oder die Rechtsform der Gesellschaft betreffen.

Sind alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, dass sie über die Tagesordnung ordnungsgemäß in Kenntnis gesetzt worden sind, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 22. Anwesenheit - Vertretung. Alle Gesellschafter besitzen bei jeder Gesellschafterversammlung ein Teilnahme- und Rederecht.

Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wurde, bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Art. 23. Verfahren. Den Vorsitz der Gesellschafterversammlung führt der Vorsitzende oder eine Person, die hierzu von den Geschäftsführern oder andernfalls durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird.

Der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Schriftführer.

Die Gesellschafterversammlung ernennt einen (1) Stimmzähler, der unter den Personen, die bei der Gesellschafterversammlung anwesend sind, gewählt wird.

Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler bilden zusammen den Vorstand der Gesellschafterversammlung.

Art. 24. Abstimmung. Bei jeder Gesellschafterversammlung, die nicht einberufen wurde zur Änderung der Satzung oder zur Fassung von Beschlüssen, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, werden Beschlüsse von Gesellschaftern gefasst, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Wenn eine solche Mehrheit nicht bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten Versuch einer schriftlichen Beschlussfassung erreicht wird, werden die Gesellschafter ein zweites Mal einberufen oder konsultiert; Beschlüsse werden dann unabhängig von der Anzahl der vertretenen Aktien, durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Bei jeder Gesellschafterversammlung, die in Übereinstimmung mit der Satzung oder den Gesetzen zum Zwecke der Satzungsänderung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, einberufen wird, entsprechen die Mehrheitsverhältnisse der Mehrheit der Anzahl der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Art. 25. Protokolle. Das Protokoll der Gesellschafterversammlung wird von den anwesenden Gesellschaftern unterzeichnet und kann von Gesellschaftern, oder Vertretern von Gesellschaftern, die dies verlangen, unterzeichnet werden.

Die vom Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse werden schriftlich festgehalten und von dem Alleingesellschafter unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge der von den (dem) Gesellschafter(n) angenommenen Beschlüsse sowie des Sitzungsprotokolls der Gesellschafterversammlung, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, unterzeichnet werden.

Kapitel V. Geschäftsjahr, Finanzberichte, Ausschüttung von Gewinnen

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 27. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten geschlossen und die Geschäftsführer erstellen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Jahresabschluss und/oder der konsolidierte Jahresabschluss (werden) wird den (dem) Gesellschafter(n) vorgelegt.

Jeder Gesellschafter kann in diese Finanzdokumente am Gesellschaftssitz einsehen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn (15) Kalendertagen bis zum Datum der jährlichen Hauptversammlung ausgeübt werden.

Art. 28. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen (die „Rücklage“). Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage bestimmen die Gesellschafter wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll indem sie diesen vollständig oder teilweise einer Rücklage zuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabeprämien an die Gesellschafter ausschütten.

Im Falle einer Gewinnausschüttung, wird die diesbezüglich vorgesehene Summe nach folgendem Kollokationsplan zugeteilt:

- jeder Stammanteil gibt Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfundsechzig Prozent (0,65%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse A Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma sechzig Prozent (0,60%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse B Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse C Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse D Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse E Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma vierzig Prozent (0,40%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse F Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse G Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma dreißig Prozent (0,30%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse H Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann

- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse I Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma zwanzig Prozent (0,20%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, (zusammen die „Gewinnbeteiligung“); und

alle nach der Ausschüttung der Gewinnbeteiligung übrigen Dividenden werden an die zuletzt ausstehende Anteilsklasse ausgegeben, und zwar in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (d.h. ausgehend von Klasse I Anteilen, und zurückgehend bis zu Klasse A Anteilen).

Vorbehaltlich der (gegebenenfalls) gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen, können die Geschäftsführer eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen. Die Geschäftsführer legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI. Auflösung, Liquidation

Art. 29. Auflösung, Liquidation. Die Gesellschaft kann durch einen Entschluss der (des) Gesellschafter(s) aufgelöst werden, der durch die Hälfte der Gesellschafter gefasst wird, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Liquidation durch die (den) Geschäftsführer oder andere (natürliche oder juristische) Personen durchgeführt, deren Befugnisse und Vergütung von den (dem) Gesellschafter(n) bestimmt werden.

Im Falle einer Auflösung, werden die Aktiva und das Bargeld der Gesellschaft in folgender Reihenfolge verteilt:

(i) zuerst an alle Gläubiger (durch Rückzahlung oder vernünftige Rückstellung für eine Rückzahlung), für alle Schulden und Passiva der Gesellschaft;

(ii) dann an die Gesellschafter, in Höhe des Nennwertes ihrer Anteile an der Gesellschaft;

(iii) dann an die Inhaber aller Klassenanteile in einer Reihenfolge, welche zur Folge hat, dass das gesamtheitliche wirtschaftliche Resultat identisch mit dem im Falle einer Gewinnausschüttung ist

Kapitel VII. Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung.

Zeichnung und Zahlung

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Anteile wurden gezeichnet und der Nennwert und gegebenenfalls das Emissionsaufgeld zu einhundert Prozent (100%) in bar wie folgt eingezahlt:

Gesellschafter	gezeichnetes Kapital	Anzahl der Anteile	eingezahlter Betrag
DBAG Fund VI Konzern (Guernsey) LP	EUR 2.345,31	232.839 Stammanteile 188 Klasse A Anteile 188 Klasse B Anteile 188 Klasse C Anteile 188 Klasse D Anteile 188 Klasse E Anteile 188 Klasse F Anteile 188 Klasse G Anteile 188 Klasse H Anteile 188 Klasse I Anteile	EUR 2.345,31
DBAG Fund VI (Guernsey) LP	EUR 9.998,44	992.644 Stammanteile 800 Klasse A Anteile 800 Klasse B Anteile 800 Klasse C Anteile 800 Klasse D Anteile 800 Klasse E Anteile 800 Klasse F Anteile 800 Klasse G Anteile 800 Klasse H Anteile 800 Klasse I Anteile	EUR 9.998,44
DBG Advisors VI GmbH & Co. KG	EUR 156,25	15.517 Stammanteile 12 Klasse A Anteile 12 Klasse B Anteile 12 Klasse C Anteile 12 Klasse D Anteile 12 Klasse E Anteile	EUR 156,25

		12 Klasse F Anteile	
		12 Klasse G Anteile	
		12 Klasse H Anteile	
		12 Klasse I Anteile	
Total:	EUR 12.500,-	1.241.000 Stammanteile	EUR 12.500,-
		1.000 Klasse A Anteile	
		1.000 Klasse B Anteile	
		1.000 Klasse C Anteile	
		1.000 Klasse D Anteile	
		1.000 Klasse E Anteile	
		1.000 Klasse F Anteile	
		1.000 Klasse G Anteile	
		1.000 Klasse H Anteile	
		1.000 Klasse I Anteile	

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) stand der Gesellschaft daher von diesem Zeitpunkt an zur Verfügung. Nachweis hierüber wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht, welcher erklärt, dass die Maßgaben von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung, erfüllt wurden.

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember 2015.

Gesellschafterbeschlüsse

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung hat beschlossen, den Sitz der Gesellschaft in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg, festzulegen.

Zweiter Beschluss

Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf 2 festgelegt und die folgenden Personen werden auf unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer ernannt:

Herr James Bermingham, geboren am 19. Dezember 1972 in Sheffield, Vereinigtes Königreich, mit beruflicher Anschrift in 7, rue Lou Hemmer, L- 1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg; und

Frau Anke Jager, geboren am 22. April 1968 in Salzgitter, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Parteien in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag derselben Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, am eingangs erwähnten Datum.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen worden ist, hat derselbe vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Signé: M. Müller, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 7 juillet 2015. GAC/2015/5727. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122075/910.

(150132315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

**Glemm S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. GEMM S.à.r.l.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 193.069.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth day of the month of June;
Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

Mrs. Erminia FEZIA, entrepreneur, born in Rome (Italy), on September 24, 1982, residing in MC-98000 Monaco, 17, avenue de l'Annonciade (Principality of Monaco),

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company "GEMM S.à r.l.", established and having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under number 193069, (the "Company"), has been originally incorporated under the authority of Italy's Act and the legal form of a private limited liability company called "GEMM S.R.L.",

that the articles of association (the "Articles") have been amended pursuant to a deed of Me Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on December 16, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 183 of January 23, 2015, containing notably the adoption by the Company of the Luxembourg nationality under the legal form of a private limited liability company as well as the current denomination, and that the Articles have not been amended since;

- That the appearing parson is the sole actual shareholder (the "Sole Shareholder") of the Company and that she has taken, through her Proxy-holder, the following resolution:

Resolution

The Sole Partner decides to change the Company's name from "GEMM S.à r.l." into "GLEMM S.à r.l.", and to subsequently amend article 1 of the Articles, in order to give it the following wording:

" **Art. 1. Registered name.** There exists a limited liability private company under the registered name of "GLEMM S.à r.l." (the Company), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and by these by-laws (the By-Laws)."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred and fifty Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-sixième jour du mois de juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

Mrs. Erminia FEZIA, entrepreneuse, née à Rome (Italie), le 24 septembre 1982, demeurant à MC-98000 Monaco, 17, avenue de l'Annonciade (Principauté de Monaco),

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "GEMM S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 193069, (la "Société"), a été originellement constituée sous l'empire de la législation de l'Italie et sous la forme légale d'une société à responsabilité limitée dénommée "GEMM S.R.L.",

que les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 16 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 183 du 23 janvier 2015, contenant notamment l'adoption par la Société de la nationalité luxembourgeoise sous la forme légale d'une société à responsabilité limitée ainsi que la dénomination actuelle,

et que les Statuts n'ont plus été modifiés depuis lors;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associé Unique") de la Société et qu'elle a pris, par son Mandataire, la résolution suivante:

Résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société de "GEMM S.à r.l." en "GLEMM S.à r.l." et de modifier subséquemment l'article 1^{er} des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er} . Dénomination.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination "GLEMM S.à r.l." (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts)."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 30 juin 2015. 2LAC/2015/14437. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123101/90.

(150133571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

ASO (Luxembourg) 2015-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 194.786.

Il résulte d'un contrat signé sous seing privé en date du 26 juin 2015 que Axonic Spécial Opportunities (Luxembourg) S.A., associé unique de la Société, a cédé 1 part sociale A détenue dans la Société à Axonic Crédit Opportunities Overseas Fund Ltd, une société de droit des Iles Caïmans, ayant son siège social au 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman, KY 1-9007, Iles Caïman enregistrée sous le numéro 1509622.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCÈRE

ASO (Luxembourg) 2015-1 S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015121779/16.

(150131827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.